



**Objet :** Chaussée rétrécie – stationnement interdit – dépassement interdit  
Travaux pour passage de la fibre optique  
Allée de la Haye et avenue du Clairval

Le Maire de la Ville de LILLEBONNE,

Vu les articles L.2122.27, L. 2212.1, L2213.2 et L.2212.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Route portant recueil des textes qui réglementent la circulation,

Vu les arrêtés du 24 novembre 1967 et du 7 juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'arrêté municipal n° 296/2016 du 24 octobre 2016, portant réglementation générale de la circulation et du stationnement, dans l'agglomération,

Vu l'arrêté du 6 novembre 1992 relatif à la signalisation routière temporaire,

Vu l'intervention de l'entreprise PRC SARL,

Considérant l'emprise de ces travaux sur la chaussée et la nécessité d'assurer la sécurité du chantier et des usagers.

## ARRÊTE

**Article 1 :** La chaussée sera rétrécie, allée de la Haye et avenue du Clairval, aux endroits matérialisés à cet effet.

**Article 2 :** Le stationnement sera interdit, allée de la Haye et avenue du Clairval, aux endroits matérialisés à cet effet.

**Article 3 :** Le dépassement sera interdit, allée de la Haye et avenue du Clairval, aux endroits matérialisés à cet effet.

**Article 4 :** La présignalisation et la signalisation seront à la charge de l'entreprise PRC SARL.

**Article 5 :** Cette mesure prend effet à partir du 15 mars au 18 mai 2018.

**Article 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de Lillebonne, Madame le Commandant de Police Bolbec / Lillebonne, Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie de Notre-Dame-de-Gravenchon, Monsieur le Chef de Centre du CIS Lillebonne, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale, Monsieur l'Ingénieur Subdivisionnaire de l'Équipement, l'entreprise PRC SARL, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont ampliation leur est transmise.

Le Maire, Certifie sous sa responsabilité le  
Caractère exécutoire de cet acte, informe  
que le présent arrêté peut faire l'objet  
d'un recours pour excès de pouvoir devant  
le Tribunal Administratif dans un délai de  
deux mois à compter de la présente notification.



Fait à Lillebonne, le 8 mars 2018

Le Maire,

Philippe LEROUX.